

# VENEZUELA : DE LA REVOLUCIÓN BONITA AU 18 BRUMAIRE DE NICOLÁS MADURO (1999-2016)



FABRICE ANDRÉANI \*

**F**in 1998, au Venezuela, un des principaux exportateurs de pétrole vers les États-Unis, un militaire métis d'une quarantaine d'années, issu du monde populaire rural et récemment sorti de prison après un putsch « raté », est élu président à la tête d'une coalition entre des partis de gauche et son ancien groupe clandestin<sup>1</sup>. Le visage, le verbe et la geste de l'*outsider* Hugo Chávez avaient fait irruption sur la scène politique via le petit écran le 4 février 1992 : n'ayant pu, « pour l'instant », « prendre le pouvoir » (au prix de quelques morts), le lieutenant-colonel parachutiste invitait ses pairs à déposer les armes « pour éviter un bain de sang », « assum[ant] [sa] responsabilité » – et entérinant son leadership – dans une vaste conspiration militaro-civile contre un gouvernement qui incarnait, aux yeux de millions de téléspectateurs, la décadence inexorable du seul État à la fois pétrolier et à peu près démocratique du « Sud global ». Non sans avertir : « de nouvelles occasions viendront »<sup>2</sup>.

---

\* DOCTORANT EN SCIENCE POLITIQUE, LYON 2/TRIANGLE.

<sup>1</sup> Je remercie Thomas Posado et Mitia Rames-Aptekier pour leurs retours critiques.

<sup>2</sup> (Ici et infra) cf. C. Marcano, A. Barrera T., *Chávez sin uniforme. Una historia personal*, Caracas, Debate, 2004 ; A. Garrido, *Chávez con uniforme. Antibioografía*, Caracas, [auto-édition], 2007.

Pour les insurgés, l'état matériel et moral de la société, hyper inégalitaire et (déjà) assez violente, ainsi que la crise d'un régime érigé encore récemment en modèle de stabilité régionale résultaient d'un demi-millénaire de domination d'une même oligarchie, agent de la subordination du bien-être national aux soubresauts de la valeur des matières premières – terreau de la corruptibilité légendaire des élites –, et fossoyeuse de l'idéal pan-latino-américain du *Libertador* Simón Bolívar au sortir de la guerre d'indépendance contre la Couronne espagnole. Face à un endettement généralisé au terme d'une décennie de contraction des cours du brut et de fuite des capitaux, le Mouvement bolivarien révolutionnaire (MBR-200) récusait les « recettes » des bailleurs de fonds de Washington : la mise en coupe réglée des rares protections, services et entreprises publics encore existants et l'ouverture des champs de pétrole, sanctuaires de la souveraineté nationale, au « capitalisme sauvage ».

## Une bande d'outsiders dans la crise de la démocratie pétrolière

64

La bête noire de la bande d'officiers était le président Carlos Andrés Pérez, alias *CAP*<sup>3</sup>. Chantre du « Venezuela Saoudite » lors d'un premier mandat marqué par un *boom* de l'or noir (1974-1979), artisan de la nationalisation de la compagnie pétrolière PDVSA, figure majeure de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), vice-président de l'Internationale socialiste en ses heures de gloire, *CAP* avait promis fin 1988 le retour d'un âge d'or perdu, malgré le *crash* pétrolier et la crise de la dette. « La » classe moyenne – ou supérieure –, jadis habituée aux vacances – ou week-ends – dans les *malls*, buildings et marinas de Miami, recouvrerait le chemin du premier monde. Et ses domestiques, petits employés de services et autres microprestataires subalternes, avec ceux de leurs proches qui s'étaient hissés au rang d'ouvriers de l'industrie ou de petits fonctionnaires, une sécurité matérielle et sanitaire minimale... Et la confiance en l'ascension sociale *via* l'école.

À peine réélu, *CAP* rompait avec son parti Action démocratique (AD) et en terrorisait l'électorat. Fin février 1989, adoptant un plan d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI),

<sup>3</sup> Cf. F. Coronil, *The Magical State. Nature, Money and Modernity in Venezuela*, University of Chicago Press, 1997.

il encourageait le massacre de plus d'un millier de protestataires et émeutiers qui inondaient les rues et boutiques bientôt hors de prix des métropoles. La semaine sanglante du *Caracazo* avait pris de court l'ensemble des élites, traditionnelles ou aspirantes. Autant le gros des ex-guérilleros contre le système d'alternance consensuelle institué en 1958 entre démocrates-chrétiens (COPEI) et sociaux-démocrates anticommunistes (AD) avaient fini par troquer la vie rêvée du *Che* pour l'air climatisé des institutions culturelles et humanitaires du pétro-État clientéliste et la politique légale en marge du duo partisan dominant. Autant polices et armées ratissaient désormais nuit et jour des *barrios* populaires que les ex-insurgés n'avaient jamais pénétré qu'épisodiquement. Mais cette fois, non tant pour y faire des prisonniers promis à la torture que pour y exterminer les orphelins des promesses de modernité de l'exode rural qui s'entêtaient à exiger leur dû, en opposant au cri de guerre de l'État – « tirez d'abord, vérifiez après ! » –, leur propre agenda : « pillage, pillage, pillage populaire ! ».

Après un autre coup « bolivarien » et « raté », la partidocratie, défiée dans la rue et dans les urnes<sup>4</sup> – avec l'élection longtemps ajournée des autorités régionales et municipales au suffrage universel – sacrifiait à la plèbe la tête de *CAP*, destitué pour corruption<sup>5</sup>. En 1994, avant d'adopter à son tour l'austérité, Rafael Caldera, plus fidèle au style de son propre premier mandat (1969-1974), tenait parole auprès des partis de gauche qui l'avaient fait élire (contre son parti COPEI) : il graciait les « anges rebelles » du MBR-200. En prison, ceux-ci s'étaient attiré un éventail de sympathies aussi large qu'hétéroclite : de jeunes leaders communautaires et étudiants évoluant entre collectifs socioculturels de *barrios*, tissu associatif traditionnel et cohortes « encagoulées » d'extrême-gauche<sup>6</sup>, à des membres de l'establishment (dont la presse)<sup>7</sup>, en passant par divers représentants politiques et de l'intelligentsia – rescapés de trente

65

<sup>4</sup> La Cause Radicale (Causa R) rafle la mairie de Caracas et fait 20 % à la présidentielle de 1993 contre Rafael Caldera.

<sup>5</sup> Cas lié au financement de la campagne électorale anti-sandiniste – après usure paramilitaire – au Nicaragua en 1990.

<sup>6</sup> Tels Elias Jaua, étudiant militant à l'Organisation des jeunes révolutionnaires ; Nicolás Maduro, à la Ligue Socialiste, actif (non inscrit) à l'Université puis syndicaliste des transports ; ou Roland Denis, figure de la Désobéissance civile.

<sup>7</sup> Tels Luís Miquilena, éditeur et patron de presse, « mentor » de Chávez en prison après 30 ans d'inactivité politique.

années d'aventures insurrectionnelles civiles et/ou militaires<sup>8</sup>, universitaires marginaux ou « vieux renards » naviguant dans les interstices du bipartisme agonisant<sup>9</sup>.

À l'international, le MBR drainait un flux d'acteurs non moins disparates : de l'idéologue argentin d'extrême droite péroniste Norberto Ceresole (et ses amis « gorilles ») à des survivants du coup de 1973 contre Salvador Allende au Chili, et des (ex-)guérilleros d'inspiration peu ou prou bolivarienne en Colombie<sup>10</sup>. Son seul soutien d'envergure mondiale était aussi expérimenté que clivant : après Santiago et Bogotá, Chávez était reçu à La Havane en véritable chef d'État par Fidel Castro, alors à la contre-offensive régionale au côté du Parti des travailleurs du Brésil, dans une île en pleine crise de subsistance depuis la disparition de l'URSS. Quoique le discours de Chávez au théâtre Karl Marx ré-invoquât la révolution continentale que *Fidel* et le *Che* avaient appelée de leurs vœux à Caracas trente-cinq ans plus tôt – juste après leur triomphe en armes à La Havane et à l'occasion du premier anniversaire de la démocratie *pacifiée* vénézuélienne –, et que l'administration *gringa* s'en offusquât, le MBR était alors parfaitement inconnu des bataillons de la protestation continentale réémergente.

Les boliviariens n'étaient pas seuls à professer, contre la « fin » de l'histoire, des « alternatives » au « néolibéralisme » et au joug « unipolaire » de l'Oncle Sam<sup>11</sup>. Au Nord, bien des militants « anti-globalisation » jouaient les trouble-fêtes des sommets mondiaux, G7 et autres. Mais souvent dans l'idée de « changer le monde *sans* prendre le pouvoir ». Jouissant du privilège de la libre circulation Nord-Sud – qu'ils dénonçaient –, ils lorgnaient, « solidaires », sur l'insurrection néozapatiste au Chiapas contre le libre-échange *made in USA*. De son côté, saluant ces « citoyens du monde », le nouveau Mouvement cinquième République (MVR), en quête d'un autre monde « humaniste », et tout aussi « multipolaire »

<sup>8</sup> Encartés à deux scissions du PCV, Mouvement vers le socialisme et Causa R, ou au Mouvement électoral du peuple. Le PCV, le MAS, le MEP et Patrie pour tous – scission de Causa R – soutiendront, derrière le MVR, Chávez en 1998.

<sup>9</sup> Tels respectivement Jorge Giordani (cf. *infra*), et le journaliste et trois fois candidat présidentiel J.V. Rangel.

<sup>10</sup> Cf. « La primera entrevista en Chile del Comandante Chávez », *Punto Final*, 8/03/2013 [oct. 1994].

<sup>11</sup> Cf. L.E. Lander, M. López-Maya, « Venezuela : la victoria de Chávez... », *Nueva Sociedad*, 160, p. 4-19.

que « participatif », militait pour un processus constituant. Même Fidel était d'avis de laisser dans les vieux cartons du MBR l'idée du « peuple en armes » pour lui préférer la « voie des urnes » et la quête raisonnée d'une « troisième voie » entre tout marché et tout État, à l'étatisation pure et simple de l'économie<sup>12</sup>. De cultiver, en somme, comme le candidat Chávez l'avait « prom[is] » au chroniqueur vedette de Miami Jaime Bayly en duplex – faute de visa américain – une « globalisation partagée », où la « souveraineté pétrolière » recouvrée permettrait d'honorer la dette publique *et* « sociale », et de conquérir – enfin – le graal du développement endogène.

Avec d'autres prestations télé, celle-ci avait manifestement fait mouche... Au point que treize ans plus tard, Bayly passerait toute une émission à montrer qu'il avait été « floué » ce jour-là, avec les 3,7 millions de primo-électeurs de la coalition Pôle patriotique, autant sinon plus issus des classes moyennes que populaires. Or il s'agirait là d'une scène assez insignifiante du quotidien, envahi entre-temps par une dispute ultrafocalisée sur le président et aussi polarisée que globalisée, tant dans ses versants partisans que journalistiques ou intellectuels. Une dispute dont, ironiquement, nul n'a décelé la trame narrative aussi justement que *le* maître du réalisme magique littéraire latino et compagnon de route de Fidel, Gabriel García Márquez – alias *Gabo* – au terme d'un vol entre La Havane et Caracas au côté de Chávez, juste avant qu'il ne prête serment « sur cette Constitution moribonde » :

« Pendant qu'il s'éloignait entre ses escortes de gradés militaires et d'amis de la toute première heure, je frémis à la sensation d'avoir voyagé et discuté à satiété avec deux hommes opposés. L'un, dont la chance invétérée lui avait offert l'opportunité de sauver son pays. Et l'autre, un illusionniste, susceptible de finir aux oubliettes de l'histoire tel un vulgaire despote »<sup>13</sup>.

\*\*\*

Aujourd'hui, devant l'hégémonie persistante des labellisations fétiches de la révolution annoncée et des fantasmes et délires associés – populisme autoritaire/démocratie participative, dictature

<sup>12</sup> Référence alors revendiquée au *mantra* du Premier ministre britannique Tony Blair.

<sup>13</sup> « El enigma de los dos Chávez », *Cambio*, février 1999. Ma traduction.

militaire/gouvernement populaire, etc. –, plutôt que de se poser en énième arbitre unilatéral de cet imbroglio terminologique, il peut être plus intéressant de laisser les lecteurs juger sur pièces. On a donc pris le parti de livrer une chronique des principales mobilisations sociales et politiques qui ont marqué la temporalité institutionnelle bolivarienne, avant d'en esquisser un balisage analytique.

## De la Constitution à la crise révolutionnaire, via le coup réactionnaire

68

Dès 1999, le plan Bolivar 2000 envoie l'armée prodiguer soins et services de base aux *barrios*; l'Assemblée constituante pond une Constitution « participative » – qui justifiera l'entrée en politique des militaires<sup>14</sup>... ; et l'offre de l'OPEP est revue à la baisse afin d'augmenter le prix du brut et les recettes fiscales<sup>15</sup>. Ce n'est que fin 2001, au terme de plus d'une année de protestations sociales et de réalignements de part et d'autre du gouvernement, que la « sensation » de *Gabo* d'une caricature du grabuge politico-mondain suscité par le nouvel élu se mue en une transcription quasi littérale des représentations, associées au fait social aussi total que global qu'est en passe de devenir le chavisme – et indissociablement l'antichavisme. Après plusieurs lois de « démocratisation » des médias et de l'éducation privés, puis des syndicats<sup>16</sup>, l'unification de l'opposition s'opère à l'encontre d'une série de décrets-lois jugés hostiles aux arrangements interélitaires et corporatistes qui régissent plusieurs secteurs clés<sup>17</sup>, tels les hydrocarbures, quasi privatisés et très peu imposés, ou les terres agricoles, hyper concentrées, chroniquement improductives et souvent occupées par des collectifs paysans<sup>18</sup>.

<sup>14</sup> Outre leur droit de vote, et par décision de justice (TSJ) en 2000.

<sup>15</sup> Après deux « virées OPEP » (dont en Libye, Iran et Iraq), Caracas accueille le 2<sup>nd</sup> sommet OPEP (depuis 1975).

<sup>16</sup> Les premiers rappelés à leurs devoirs civiques (pluralisme, etc.). La centrale CTV, pro-AD, confirme son hégémonie aux réélections interbranches que le chavisme conteste (sans succès) après les avoir imposées par référendum.

<sup>17</sup> 49 lois passées *via* la *loi habilitante* votée par l'AN fin 2000, *ie*. Chávez peut légiférer seul pendant une année.

<sup>18</sup> Les premières sont remises aux standards de l'OPEP, tandis que le gros des terres *oisives* visées appartient à l'État.

Entre-temps, des pans croissants de « sans-droits », érigés en héros de la lutte contre l'oligarchie dans l'émission dominicale « Aló Presidente » et (ré)inscrits sur les listes électorales, se sont ralliés au MVR. Tandis qu'à l'extérieur, Chávez cumule les impairs avec Bill Clinton, puis G.W. Bush : en traitant les guérillas colombiennes en belligérants ; en déclinant l'aide américaine lors des glissements de terrain fin 1999 ; en visitant Saddam Hussein au cours de sa « virée OPEP » ; ou en livrant du pétrole bon marché dans la Caraïbe, et *a fortiori* à Cuba. Qu'il critique – seul – un projet de libre-échange continental à Québec et questionne la coopération militaire avec les États-Unis la veille du 11 septembre, dénonce ensuite les « massacres de femmes et d'enfants innocents en Afghanistan », et laisse impunies les « hordes talibanes » qui brûlent des bannières étoilées devant l'ambassade américaine, des *faucons* « néo-cons » qualifient même Chávez d'allié... d'Al-Qaeda ! Le maire de Caracas – du MVR –, ex-patron du quotidien *El Nacional*, rejoint l'opposition. Il est suivi des députés de centre-gauche du MAS, puis du ministre de l'Intérieur (du MVR), après une première « grève civique » – ou *lockout* – patronale-syndicale. Fin janvier, deux cortèges concurrents fêtent à travers le pays la Restauration démocratique de 1958. En mars, sur fond d'effervescence militaire « anticastriste », les syndicats patronal et salarial dominants signent, sous l'égide de l'Église, un « accord de transition ».

Le 11 avril 2002<sup>19</sup>, cinquième jour d'une seconde « grève civique » initiée par le syndicat patronal Fedecámaras, la centrale syndicale CTV et les gérants de PDVSA (que Chávez licencie à coups de sifflet à la télé), le président est accusé – images truquées à l'appui – d'avoir incité ses partisans à faire feu sur une manifestation où des centaines de milliers de citoyens, surtout issus des classes moyennes et supérieures, réclamaient son « départ »<sup>20</sup>. Il est mis aux arrêts par un groupe de hauts gradés au nom de la « société civile » – une coalition d'élites patronales, syndicales, médiatiques, religieuses, politiques... et militaires –, sous les applaudissements des

<sup>19</sup> Ici, supra et infra, cf. E. & L.E. Lander, M. Lopez-Maya & al., « Abril venezolano... », OSAL, juin 2002.

<sup>20</sup> Il s'avérera que des opposants ont débauché des sicaires (et que la CIA savait). Le montage superpose les images de francs-tireurs des Cercles boliviens répliquant à la police métropolitaine avec celles de la manif, en réalité dispersée... Le *pronunciamiento* appelant au coup a été pré-enregistré – de l'aveu du journaliste, « prix Roi Juan Carlos »...

gouvernements états-unien et espagnol. Intronisé en grande pompe président d'un « gouvernement de transition démocratique », le « patron des patrons » dissout l'Assemblée nationale et suspend les mandats électifs restants jusqu'à l'année suivante ; abroge les décrets-lois « castro-communistes » ; et lance une traque aux officiels et militants chavistes, par ailleurs bannis – « sauf menottés » – des écrans télévisés. Il fait aussi effacer l'adjectif « bolivarien » accolé au nom de la République depuis 1999 et cesser toute coopération avec Cuba – aux cris de « pas une goutte de pétrole de plus pour Fidel ! » –, dont l'ambassade manque d'être mise à sac. Le lendemain, sur fond de manifestations populaires encore plus massives que l'avant-veille, et quant à elles littéralement pilonnées par les policiers factieux, de dissensions aiguës entre leaders putschistes, et enfin du refus (manifeste) de Chávez de remettre sa démission à ses geôliers<sup>21</sup>, un groupe d'officiers mené par un général « loyal » – Raúl Isaías Baduel – le récupère sur l'île militaire où il est retenu et le débarque d'hélicoptère sous les acclamations d'une gigantesque foule devant le palais présidentiel de Miraflores – libéré de ses occupants d'un soir –, au cœur de Caracas. L'Assemblée nationale le rétablit dans ses fonctions constitutionnelles le matin.

70

Partant en fait de la « révolution constitutionnelle » teintée d'humanitarisme militaire annoncée en campagne – sans doute censée en partie éviter un nouveau *Caracazo* –, c'est de la cohabitation d'une contre-révolution élitaine philo- sinon pro-impérialiste, et d'une (contre-contre-)révolution populaire et anti-impérialiste que le Venezuela devient le théâtre. Tout du moins pendant trois ans. Mais trois ans qui restructureront durablement les pratiques et perceptions du politique. Si bien qu'ils vont souvent se confondre, dans les récits ordinaires ou savants, avec l'ensemble des années Chávez...

En décembre 2002, après des mois de (contre-)mobilisations tout aussi massives et multisituées « pour des élections anticipées » ou « contre l'impunité putschiste »<sup>22</sup> – dont les 11 et 13 de chaque mois en hommage à « Avril » –, et des semaines d'occupation militaro-civile d'un quartier d'affaires à Caracas (qui se solde par

<sup>21</sup> Chávez fait circuler une lettre niant la « démission » censément « lue » à la télé, et sa fille passe à CNN *via* la Havane.

<sup>22</sup> Notamment le président d'un jour Pedro Carmona – dit *Pedro le Bref* – qui s'est évadé et a obtenu l'asile en Colombie.



quelques morts...)<sup>23</sup>, la nouvelle coordination démocratique<sup>24</sup> lance un *lockout* pétrolier, industriel et commercial « jusqu'à ce que tombe Chávez », doublé d'une campagne réactionnaire et apocalyptique quasi-permanente à la télévision privée<sup>25</sup>. Trois mois durant, le contre-*lockout* mobilise des salariés et des retraités de PDVSA au côté d'hommes de troupe boliviariens... à la mesure du licenciement de quelque 18 000 grévistes, « faute de revendications salariales »<sup>26</sup>, mais aussi le sens pratique et le secours logistique de patrons « patriotes », sans oublier les contingents de vendeurs ambulants que la pénurie relative pousse à la conquête des quartiers « bourgeois ».

Suit une campagne de dix-huit mois pour révoquer Chávez par référendum à mi-mandat<sup>27</sup> – scrutin institué par la Constitution de 1999 et requérant une pétition de 20 % du corps électoral –, ponctuée de protestations quasi insurrectionnelles lorsque le Conseil national électoral (CNE) et le Tribunal suprême de justice (TSJ) invalident les signatures soumises par l'ONG Súmate<sup>28</sup>, forte (entre autres) de fonds américains (NED, USAID). La PDVSA « de tous les Vénézuéliens » déploie dans les *barrios* des *misiones* de santé (dispensaires) et d'alphabétisation animées par des salariés cubains « troqués » – chèrement – contre du pétrole, ainsi que de vente subventionnée d'aliments et de biens de première nécessité, instituant une sorte d'État parallèle contre l'incurie administrative régnante. Tandis que les renforts en renseignement affluent là encore de Cuba (déjouant un autre coup, paramilitaire), les pétitionnaires subissent un chantage à l'emploi et aux subsides, un député MVR

<sup>23</sup> Occupée par une centaine d'officiers, la place Francia à Altamira devient le QG antichaviste pour près de 3 mois. L'assassinat par un (ex-)policier isolé et chaviste supposé de trois opposants rallie le gros des troupes au *lock-out*.

<sup>24</sup> Les partis pro-coup (sauf Un Nuevo Tiempo) – AD, COPEI, et les nouveaux Primero Justicia et Proyecto Venezuela –, plus le MAS et LCR. Côté chaviste, PPT a « resserré les rangs », rejoints par Podemos (scission du MAS).

<sup>25</sup> Sur les quatre chaînes privées, des spots CD, intitulés NON ! et conclus d'un « Sortez, sortez maintenant ! », montrent un pays à feu et à sang, saccagé par des soldats de bas rang – *métis* – et des foules de pauvres enragés...

<sup>26</sup> Le patron de PDVSA et ex-guérillero Ali Rodríguez Araque a renégocié la convention collective juste avant la *grève*.

<sup>27</sup> Cf. le dossier de F. Coronil *et al.*, « The Chávez Effect », *ReVista*, automne 2008.

<sup>28</sup> D'abord pour leur « précocité » (pré-mi-mandat), puis à cause de signatures « douteuses ». Les chavistes et/ou badauds affrontent les *guarimberos*, qui bloquent les voies et attaquent les écoles, dispensaires et autres symboles « castristes ».

ayant divulgué la *liste* des signataires, alléguant de pressions analogues contre les salariés des entreprises, régions et municipalités antichavistes<sup>29</sup>. Mi-août 2004, le *Comandante* de la « Révolution pacifique, mais armée » triomphe avec près de 60 % de « Non », une participation record et l'aval de l'ex-président américain Jimmy Carter (et de son centre de « médiation »), puis de l'Organisation des États américains (OEA). Dans la foulée, le chavisme remporte les élections locales, notamment à Caracas.

## Le chavisme entre conquête de l'État, élan global et protestations centrifuges

72

Pour autant, si l'armée (s')est peu ou prou (auto)neutralisée, le gouvernement doit louvoyer entre des opposants qui occupent encore des institutions clés – justice, police, affaires étrangères... ; et un chavisme populaire qui conditionne son vote et son secours en cas de coup, ainsi qu'une paix sociale relative dans les usines, les campagnes et la rue, à une redistribution exigeante de ressources et de postes (para-)publics. Licenciant ou mettant à la retraite des dizaines de milliers de fonctionnaires (philo-)« putschistes », le gouvernement, porté par un début de *boom* pétrolier, élargit à coups de *misiones* – et de fonds présidentiels *ad hoc* – la gamme de services, programmes d'études, crédits et biens d'équipement à usage des *barrios*. Laisant quasi inchangée une fiscalité très régressive, il assure au patronat – « patriote » ou « coopérant » –, un accès aux devises aux taux préférentiels, un contrôle des changes ayant été réinstauré face aux fuites de capitaux, tout en bradant aux citoyens lambda trois à cinq mille pétrodollars par an. Après que l'opposition s'auto-exclut du Parlement en boycottant les législatives, le gouvernement la bat à plate-couture aux présidentielles fin 2006.

Sur fond d'enlèvement états-unien dans un (autre) borborygme en Iraq, et de « vague rose » électorale en Amérique « indo-afro-latine »<sup>30</sup>, le « monde multipolaire » prend forme. Chávez seconde Lula (Brésil) dans la création de la première méga organisation pan-sud-américaine – l'UNASUR –, et sa projection vers l'Afrique

<sup>29</sup> En 2005 Chávez dira : « [la Liste Tascón] a pu jouer un rôle important à un moment déterminé, mais c'est du passé. »

<sup>30</sup> Cf. le dossier de F. Brisset-F. et al., « Amérique latine : le tournant à gauche ? », *Mouvements*, 47-48, 2006.

et le Moyen-Orient<sup>31</sup>. Il fonde avec Fidel l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), qui étendra leur « commerce des peuples » – pétrole *vs* biens et services de base – aux gouvernements « frères » que vont diriger Evo Morales en Bolivie, Daniel Ortega au Nicaragua et Rafael Correa en Équateur, ainsi qu'à plusieurs petits États de la Caraïbe<sup>32</sup>. Il multiplie aussi les relations (pétro-militaro-) diplomatiques avec des régimes plus ou moins hostiles à Washington – Russie, Chine, Libye, Syrie, Iran, etc. En outre, relais clé des mobilisations contre la zone de libre-échange des Amériques (ALCA) avec le Brésil et l'Argentine, assurée de « dépasser avant l'heure » les objectifs du millénaire de l'ONU – « libre d'analphabétisme » selon l'UNESCO et censément bientôt d'extrême pauvreté –, Caracas accueille le Forum social mondial 2006. Aussi, le Venezuela draine des pans significatifs de l'intelligentsia latino et euro-américaine de gauche et de la jeunesse altermondialiste, venus participer de près ou de loin – du Conseil à la propagande bénévole en passant par les *misiones* éducatives ou autres –, et quoiqu'au côté de la nomenclatura cubaine, à l'invention du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » que Chávez appelle désormais de ses vœux.

Or, dans l'exacte mesure où le chavisme prend cet envol international et où chacune des épreuves électorales est appréhendée comme un point de non-retour institutionnel<sup>33</sup>, les autres mobilisations anti- ou pro-gouvernementales, hier éminemment transversales à la société, déclinent sensiblement, au rythme de la colonisation « civique-militaire » et de la clientélisation de secteurs (para-)étatiques clés – armée, pétrole, finance, justice, police, et des défaites de l'opposition – par ailleurs redevable de gages de « bonne conduite » à destination du Nord –, dans les urnes et dans la rue. Partant, si le gros des travailleurs – informels – des *barrios* joue le jeu de la « participation » aux *misiones* et à des conseils communaux censés court-circuiter la bureaucratie – y

73

<sup>31</sup> Union des nations sud-américaines. En 2010, la CELAC regroupera tout le continent moins les États-Unis et le Canada.

<sup>32</sup> ALBA-TCP pour Traité de commerce des peuples, en contre-point à l'ALCA. Adhéreront aussi Antigua-et-Barbuda, la Dominique, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Honduras, puis Sainte-Lucie, Grenade et Saint-Kitts-et-Nevis – tous aussi membres de Petrocaribe. Haïti, mais aussi l'Iran et la Syrie deviendront membres observateurs.

<sup>33</sup> Sachant qu'on vote quasi annuellement – jusqu'en 2015 ... sauf en 2002, 2003, 2011 et 2014.

compris chaviste – *via* leur lien direct à Miraflores, d'autres militants du Pouvoir populaire défendent une acception plus radicale de la « révolution dans la Révolution ». À coup de grèves souvent réprimées par les autorités – avec parfois le désaveu du *Comandante* –, les syndicats ouvriers de gauche réclament non seulement des (re) nationalisations « stratégiques », que Chávez initie courant 2007 – bien indemnisées et ouvertes aux « partenariats public-privé » ; mais également les clés des entreprises « socialistes » – télécoms, électricité, (agro-)industries, distribution... En sus, sur les fronts paysan et indigène, l'État est accusé, respectivement, de couvrir les milices *latifundistes* qui freinent la réforme agraire et de violer la Constitution en bradant sans consultation les terres ancestrales au profit de juteux contrats miniers.

74

Débordé sur sa gauche, Chávez propose de soumettre à référendum une réforme constitutionnelle fin 2007, censée faire d'une pierre deux coups : l'autoriser à se re-présenter à souhait en légalisant la répétition illimitée de mandats et approfondir l'incorporation des classes populaires au « nouveau » pétro-État, dont les recettes battent sans cesse leurs propres records<sup>34</sup>. Outre des gages de progrès sur le papier – semaine de 36 heures, sécurité sociale dans le secteur informel... –, le projet institue un « État communal » destiné à parer les dérives d'ancien régime en reliant les conseils communaux au gouvernement fédéral (Miraflores), au besoin contre les institutions représentatives locales et régionales – voire le Parlement..., et à briser la dépendance aux importations et à la rente pétrolière, via des unités productives aussi locales que possible. En attendant, la « défense populaire » contre une hypothétique « guerre asymétrique de l'Empire » y justifie d'armer, outre une milice réserviste, des collectifs militants, et de mettre sous tutelle fédérale tout territoire jugé « stratégique »...

Courant 2007, porté par les slogans « avec Chávez tout, sans Chávez rien » et « Chávez 2021 », le gouvernement ne renouvelle pas la licence hertzienne de *RCTV*, l'une des chaînes propuetsch entre 2002 et 2004, remplacée par *Tvés* (« tu te vois »), censée ré-impulser la tripartition du spectre radiotélévisé entre acteurs privés, publics et « communautaires » (*ie.*, subventionnés). Tout en s'accordant une trêve avec la chaîne *Venevisión* du magnat Gustavo

<sup>34</sup> Le baril de pétrole frôle les 140 dollars à l'été 2007, contre environ 10 fin 1998 et 20 au début des années 2000.

Cisneros, figure du coup d'avril s'il en est. Et amnistiant les individus poursuivis pour participation à des faits d'armes depuis 2002. Or plus que l'opposition alertant de l'institution imminente d'un « VeneCuba », ce sont surtout les appels à voter « Non » de figures chavistes comme le général Raúl Baduel – héros du contre-coup d'avril –, aux côtés d'universitaires philo-chavistes, qui « sabotent » la campagne du « Oui » au référendum.

## **Le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle : Thermidor aux couleurs de la Commune**

La nette défaite de Chávez au référendum constitutionnel – la toute première – inaugure une série d'entorses inédites au pluralisme consacré dans la Constitution bolivarienne. Grâce à l'hégémonie parlementaire du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV, ex-MVR) et de ses alliés, on fera passer l'essentiel des réformes refusées via décrets-lois. Avant de soumettre à nouveau à référendum, avec succès, la seule « réélection indéfinie ». Entre-temps, après avoir fait emprisonner le « traître » Baduel pour corruption, et avant de récidiver avec une juge dérangeante, le gouvernement dépouille de ses prérogatives la mairie de Caracas, passée à la table de l'Unité démocratique (MUD, ex-CD) aux élections locales de 2008, réinstaurant un district fédéral sous sa tutelle. Disqualifiant les critiques – timides – de l'« hyper-leadership » de Chávez par l'intelligentsia de gauche, les députés « rouges », qui manquent de perdre les législatives de 2010 malgré une réforme électorale taillée sur pièces, lui ré-accordent les quasi pleins pouvoirs<sup>35</sup> : en « ordre de bataille » pour la présidentielle de 2012.

Sur le front économique, les bailleurs du Nord créditent au prix fort des ambitions boliviennes en expansion continue, nonobstant la paralysie chronique de l'activité minière et (agro-) industrielle « socialiste » (publique ou « mixte »), où abondent les grèves contre la violation des conventions collectives, la corruption des gérants... et la répression des meneurs. De ce fait, la « neutralisation » en trompe-l'œil de la crise globale de 2008 passe aussi par des crédits russes et chinois, les seconds gagés sur du pétrole en nature. Le patronat traditionnel s'est par ailleurs

---

<sup>35</sup> Quatrième *loi habilitante* après 2007, 2001 et 2000 (celle-ci suite aux éboulements de *La Tragédie* dans le Vargas).

aligné, grâce aux mêmes complicités, sur le trafic de devises et d'importations subventionnées où excelle son homologue « bolibourgeois » – matières premières et produits finis. S'est également banalisée une dynamique inflationniste, où hausses de prix et de salaires s'alimentent mutuellement. Comme les importations (alimentaires et autres), la part du privé dans le PIB est, *in fine*, encore plus élevée qu'en 1998.

Mais la « bataille idéologique » continue de faire rage. Chávez, en « ami » de Gaddafi et Bashar al-Assad, imputant les révoltes arabes de 2011 à un « empire » omniscient, l'opposition anticipe un carnage analogue en cas de *crash* pétrolier, sur fond d'insécurité galopante<sup>36</sup>. Le candidat Henrique Capriles, autoproclamé « social-démocrate », dit aussi vouloir rendre les *misiones* plus efficaces et relancer la production, afin de parer les pénuries de produits régulés et l'inflation récurrentes, que l'endettement « multipolaire » du pétro-État n'arrive plus à masquer. Aidé de soutiens étrangers bien plus nombreux qu'en 2006 – y compris des plus censément « critiques » –, Chávez crie au « retour » du néolibéralisme : privatisations, législations sociales régressives et taux de pauvreté de plus de 50 % – là où il a été divisé par deux depuis 2003. Et donc d'une menace de « guerre civile » ...

Au terme d'une année de dépenses publiques discrétionnaires et d'endettement record – surtout via la *Gran Misión Vivienda* où (entre autres) le patronat iranien construit des centaines de milliers de logements sociaux (sans titre de propriété...) –, Chávez gagne sa quatrième présidentielle. « Contre une coalition internationale », dit-il, qui après un coup militaro-législatif au Honduras, une répétition générale au Moyen-Orient et un coup parlementaire au Paraguay, fomentent une révolution orange terminale contre les régimes de l'ALBA et le reste de la gauche latino... et enfonce l'Europe dans la crise. La veille d'une nouvelle hospitalisation à La Havane pour un cancer diagnostiqué un an plus tôt, son ultime apparition a pour objet, outre le « bilan critique » rituel, le remplacement du controversé vice-président Diosdado Cabello par Nicolás Maduro, ex-chauffeur de bus et syndicaliste devenu

76

<sup>36</sup> Avec environ 65 homicides pour 100 000 hab/an. Cf. « How to Count Our Dead », *Caracas Chronicles*, 1/07/2016.

chef de la diplomatie, et un appel à l'élire s'il mourait. Mais aussi à ne jamais « baisser la garde »<sup>37</sup>...

## De l'élection du dauphin à la neutralisation du pouvoir législatif

Maduro est élu président un mois après l'enterrement du *Comandante* – et trois après une victoire du PSUV aux régionales –, mais avec une marge très serrée : Capriles appelle à exiger le recompte des voix dans la rue, où seront assassinés une dizaine de chavistes... Aux municipales de fin 2013, la MUD conserve les principales métropoles, dont Caracas et Maracaibo. Début 2014, sur fond de remobilisation d'étudiants et de classes moyennes en voie de (re)paupérisation, ainsi que d'une partie des *barrios* (surtout de l'arrière-pays), contre l'inflation, les pénuries de biens et services chroniques et les taux record d'homicides et d'impunité, des élus MUD réclament « la sortie » de Maduro<sup>38</sup>.

S'il dénonce une « guerre économique du patronat apatride et de l'empire » visant à le renverser – tout en conviant leurs « valets » à la table des négociations –, Maduro ne mobilise guère au-delà des forces de l'ordre et de quelques *collectifs* armés, qui re-monnaient leur allégeance en se confrontant, entre autres, aux incendiaires d'écoles et de dispensaires en général payés qui peuplent – quoiqu'à la marge – les troupes. Fustigeant « le totalitarisme » à l'OEA grâce à un mandat du Panamá – ce que lui interdit sa fonction –, la députée Maria Corina Machado est destituée. Le conflit se tasse au bout de quelques mois, d'une quarantaine de morts et des centaines de blessés – répartis entre policiers, manifestants et chavistes (armés ou non) et badauds ayant bravé les barrages et autres blocages des seconds –, de la détention de milliers de jeunes « violents » et l'inculpation de plusieurs dizaines, dont le fils du général détenu Raúl Baduel et de celle du maire du secteur Chacao à Caracas, Leopoldo López. Le PSUV parachève aussi, par patrons interposés, la neutralisation – relative – de ce qui reste de presse nationale un tant soit peu critique, du philochaviste *Últimas Noticias* à l'antichaviste

<sup>37</sup> Discours-testament baptisé « Coup de gouvernail » (*Golpe de Timon*, oct. 2012) ; selon la gauche, « trahi » par Maduro.

<sup>38</sup> Sur *#LaSalida*, cf. L. Weffer C., « Lo que hay detrás de las guarimbas », *Últimas Noticias*, 16/03/2014.

*El Universal* – poussant nombre de professionnels vers des médias web de plus en plus diversifiés<sup>39</sup>.

Alors que le cours du brut entame une longue dégringolade et que le taux officieux – et lucratif – du bolívar explose, le renvoi de Jorge Giordani, économiste en chef de Chávez depuis 1999 – qui publie un texte acerbe contre Maduro –, puis l'exclusion du PSUV des figures solidaires, achèvent de faire taire toute critique interne – et civile – assimilée à la gauche<sup>40</sup>. En rupture de ban, le groupe Marea Socialista inaugure la divulgation sur *le* site chaviste par excellence *Aporrea* d'une série d'enquêtes qui attestent du détournement, via les devises « régulées », de la bagatelle d'environ un demi-millier de milliards de dollars – près de la moitié des revenus publics engrangés au cours du *boom* pétrolier record (2003-2009, 2011-2014)<sup>41</sup>. Début 2015, après l'assassinat – attribué à la MUD – du jeune et prometteur député PSUV Robert Serra, suivi de règlements de comptes retentissants entre unités de police et collectifs armés<sup>42</sup>, le gouvernement fait arrêter une poignée d'élus MUD, dont le maire de Caracas, Antonio Ledezma : ils ourdiraient un énième « complot », plus ou moins en lien avec des militaires, qui auraient quant à eux planifié rien de moins que le bombardement aérien de Miraflores, de l'état-major et de la chaîne bolivarienne globale *TeleSur*... « Trahi » par plusieurs responsables protégés par la direction antidrogue (DEA) états-unienne – dont l'ex-garde du corps en chef de Chávez<sup>43</sup> –, Maduro orchestre auprès de ce qui lui reste de « base » – essentiellement salariée – une mégapétition contre un ordre exécutif signé Barack Obama, qui décrète justiciables deux dizaines d'officiels et de gradés – en tant que « menace [*ie.*, narco-financière] à la sécurité des États-Unis »<sup>44</sup>.

En vue des législatives de fin 2015, tandis que continuent de tomber les chiffres de « l'orgie de pillage des ressources publiques » (comme la décrira un cofondateur de *TeleSur*) et que règne un parfait

<sup>39</sup> Cf. « Inside the Hegemony: Huge but Hollow », *Caracas Chronicles*, 7/05/2015.

<sup>40</sup> Cf. « Venezuela : las viudas de Giordani », *Forajidos de la Net War*, 12/07/2014.

<sup>41</sup> « Sinfonía de un desfalco... » & « ¿Qué pasó con los dolares petroleros...? », *Aporrea*, 08/09/2014 & 13/12/2015.

<sup>42</sup> Cf. « La funcionalidad de la muerte », I & II, *Aporrea*, 9/10/2014 & 16/10/2014.

<sup>43</sup> Taxant le n° 2 du régime Diosdado Cabello de « narco ». Cf. « The Bodyguard », *Caracas Chronicles*, 27/04/2015.

<sup>44</sup> Cf. « De conspiraciones y otros demonios: Obama vs. Chavismo », *Prodavinci*, 20/03/2015.



*statu quo* derrière une incessante valse des ministres, le CNE invalide la moitié des listes du groupe « chaviste critique » Marea Socialista, sorti du PSUV et ré-associé au Parti socialisme et liberté, autonome depuis 2008. En parallèle, on assiste à une massification inédite de la violence d'État, bien au-delà de figures chavistes, syndicales et indigènes dissidentes, ou (plus récemment) d'étudiants et d'élus d'opposition. En guise de lutte contre la contrebande de produits régulés – régie par des clans (para)militaires liés aux « voyous » et autres « accapareurs » –, plusieurs milliers de Colombiens et binationaux sont poussés à l'exil. On institue ensuite les Opérations de libération et protection du peuple : des razzias policières et militaires dans les *barrios* se concluant par des dizaines d'exécutions extrajudiciaires et d'expulsions de logements « socialistes »<sup>45</sup>. Mi-septembre, Leopoldo López, jugé « responsable » de la vague de violences de 2014, écope de quatorze ans de prison...

Le 6 décembre 2015, dix-sept ans après l'avènement de Chávez, l'opposition, qui a perdu 20 des 21 scrutins depuis lors, remporte les deux tiers des sièges à l'Assemblée nationale, lui conférant le droit de promulguer des lois, de bloquer des décrets, de destituer ministres et officiels et même d'amender la Constitution. Le gouvernement renouvelle avant leur terme légal les mandats des juges du TSJ, qui privent aussitôt la MUD de deux députés accusés d'achat de voix (avec un élu PSUV), et donc de sa majorité quasi constituante. Le TSJ opposant son veto à ses moindres initiatives, la MUD lance, comme en 2003, un processus de collecte de signatures en vue de révoquer Maduro par référendum. Un « Oui » postérieur à la mi-mandat n'entraînant plus d'élection mais l'investiture du vice-président, CNE et TSJ s'évertueront – à ce jour<sup>46</sup> – à différer le scrutin, exigeant (entre autres) des pétitions de 20 % des inscrits par État – et non plus au niveau national. Les élections syndicales à PDVSA sont, quant à elles, reportées *sin die*<sup>47</sup>. Et les régionales – prévues fin 2016 –, sont décalées à mi-2017.

Avec une (hyper)inflation à trois chiffres, des importations d'aliments et médicaments réduites au tiers de leur valeur de fin 2012, un rationnement drastique de l'eau et de l'électricité et, en

<sup>45</sup> Cf. « OLP : Disparar primero, ¡ni pendiente de averiguar después ! », *El Libertario*, sept. 2015.

<sup>46</sup> Mi-novembre 2016.

<sup>47</sup> Cf. « En la industria petrolera hay una rebelión de las bases », *La Clase*, 26/09/2016.

prime, une vague inédite de lynchages de « voyous » réels ou supposés, le pays du « socialisme du 21<sup>e</sup> siècle » s'enlise dans une urgence sociosanitaire autrement critique – et mortifère – qu'en 1998<sup>48</sup>. Reste que l'État paye ses dettes rubis sur l'ongle tant à la Chine et la Russie qu'à Wall Street<sup>49</sup>, déclinant toute aide d'ONGs du Nord. Isolé à l'OEA, Maduro s'invente un « décret d'État d'exception et d'urgence économique »<sup>50</sup>, invoquant une énième « offensive impérialiste » qui aurait déjà frappé le cône Sud<sup>51</sup>. Il légalise l'exploitation de l'arc minier de l'Orénoque par des firmes militaires et multinationales – aux côtés de groupes mafieux<sup>52</sup> –, et « confie » la distribution d'aliments à l'armée et à des comités du PSUV, quoique le marché noir n'en finisse pas moins d'exploser. Manquant d'être lynché dans un *barrio* où il venait de régaler des logements<sup>53</sup>, le dauphin de Chávez œuvre avec sa garde rapprochée à la contention médiatico-policière de protestations tous azimuts, de pillages et émeutes aux abords de magasins quasi vides, de manifestations de centaines de milliers de partisans du référendum<sup>54</sup>.

80

\*\*\*

Quelle que soit l'issue du « dialogue » actuel mené sous les auspices de l'UNASUR et du Vatican – reprise du processus révocatoire, libération d'opposants et cohabitation pacifiée entre exécutif et législatif, ou à l'inverse intransigeance maduriste, protestations sociales débordant la MUD et coup « transitionnel » concerté entre clans anti-Maduro de part et d'autre, ou tout autre configuration –, la révolution bolivarienne a de quoi laisser perplexe. Pionnière d'un virage démocratique régional dont elle est devenue le symbole global au sortir d'une longue crise révolutionnaire, elle a cédé à une dynamique thermidorienne et néo-autoritaire d'abord

<sup>48</sup> Cf. E. Lander, « La implosión de la Venezuela rentista », *Fundación Rosa Luxemburg*, juin 2016.

<sup>49</sup> Cf. « Avoiding Default, Whatever the Cost », *Caracas Chronicles*, 5/07/2016.

<sup>50</sup> Cf. « Foro por la Vida rechaza ruptura del orden constitucional », *Provea*, 18/05/2016.

<sup>51</sup> Dilma est destituée douteusement au Brésil, et M. Macri (qui ménage en fait Maduro à l'OEA) élu en Argentine.

<sup>52</sup> Cf. « Decreto del Arco Minero suspende garantías constitucionales en 12,2 % del territorio », *Provea*, 9/03/2016.

<sup>53</sup> Cf. T. Straka, « Villa Rosa y el realismo socialista », *Prodavinci*, 7/09/2016.

<sup>54</sup> Sur le #RR2016, cf. « A partir del 20-O, el gobierno [...] debe calificarse como una dictadura », *Provea*, 23/10/2016.

graduée et insidieuse, sur fond de *boom* de l'or noir sans précédent, puis beaucoup plus affirmée après la mort de Chávez et à l'heure du *crash* pétrolier. Alors que la pauvreté est redevenue la norme – nonobstant une décrue aussi spectaculaire qu'éphémère entre 2003 et 2007 –, cette histoire ressemble à un mauvais *remake* des révolutions du xx<sup>e</sup> siècle : les camps de travail en moins, l'hégémonie (narco-) pétro-mercantiliste et les vestiges de pluralisme en plus. Elle rappelle surtout, plus trivialement mais plus crucialement pour le devenir des projets aux visées émancipatrices au Sud comme au Nord, toute la complexité des processus sociaux enchevêtrés – mais jamais univoques – qui (dé)lient les logiques d'accumulation du capital « multipolaire » (occidental, russe, chinois, etc.) et de ses acolytes locaux (« rouges », ou de tout autre couleur...), les dynamiques des luttes de classes et partisans – qui ne convergent que très rarement ; et la fabrique ordinaire des (di)visions réifiées du monde qui prétendent en monopoliser le sens.

**Résumé :**

Cet article propose une chronique des mobilisations sociopolitiques qui ont marqué la temporalité institutionnelle inaugurée en 1999 au Venezuela. Plutôt que de dérouler une énième explication du devenir de la révolution bolivarienne, on en livre plus trivialement une description à partir d'observations, d'entretiens, de revues de presse et d'archives collectés ces dix dernières années, *in situ* et dans les mondes du militantisme bolivarien en Europe (de par un travail doctoral sur le chavisme international). En décrivant les luttes sociales, partisans et internationales qui s'y sont jouées au prisme des significations successives et concurrentes qu'en ont donné leurs protagonistes, on espère offrir aux lecteurs les moyens de juger sur pièces.

